

**Le retour (raté) de Nicolas Sarkozy**

le 02/10/2014

*Quelques semaines après l'annonce de son retour en politique, sur fond d'affaires judiciaires et de problèmes internes à l'UMP, Nicolas Sarkozy semble n'avoir été l'objet que d'une brève excitation médiatique, très éloignée des préoccupations premières des Français, et très vite effacée par l'actualité nationale et internationale. Ce non-événement, tant cela fait des mois que son retour est annoncé, connaîtra pourtant encore de nombreux épisodes dans les semaines et mois à venir, et nous impose de garder en mémoire les caractéristiques de l'homme ainsi que les effets désastreux de son action publique.*

**1 – Un retour attendu ni par les Français, ni par sa famille politique :**

Que ce soit lors de sa très longue interview sur France 2 le 21 septembre dernier, ou précédemment par l'annonce de son retour sur Facebook, Nicolas Sarkozy est apparu en décalage avec les Français, et même, de manière presque indécente, avec l'actualité très lourde qui prévalait alors, en particulier les événements liés à l'extension de l'Etat Islamique au Moyen-Orient.

Pas davantage que son style, le fond ne semble guère avoir changé et il est difficile de percevoir la moindre nouveauté dans la démarche politique de Nicolas Sarkozy.

Les motivations de l'ancien Président de la République restent d'ailleurs très brumeuses quant à son retour. D'aucuns le soupçonnent en effet de ne revenir que pour transformer en affaires politiques, les affaires judiciaires personnelles et nombreuses qui l'accablent encore :

- Comptes de campagne 2012.
- Bygmalion.
- Affaire des « écoutes » (mise en examen de Nicolas Sarkozy pour « corruption active » et « trafic d'influence »).
- Sondages de l'Elysée.
- Karachi.
- Libye.
- Arbitrage Tapie/Lagarde.

**Au delà des ennuis judiciaires, les sondages sur le retour de Nicolas Sarkozy sont sans appel : les Français semblent avoir tourné la page de l'ancien chef de l'Etat.**

En juillet dernier une enquête de l'institut CSA avertissait déjà l'intéressé que « 65% des Français ne souhaitaient pas son retour » en politique, et même 71% selon une étude LH2 parue début septembre. Même insensibilité des Français après sa prestation télévisée d'une heure sur France 2 (privilege extraordinaire) : 55% ne l'ont pas trouvé convaincant et **67% ont estimé qu'il revenait davantage par « esprit de revanche » que pour « porter un projet pour la France » (sondage Odoxa).**

Sa famille politique enfin – il est vrai tirillée par une guerre des chefs elle-même exacerbée par le vide abyssal de leurs idées – ne veut pas de lui.

À cet égard certains signes politiques ne trompent pas. **Ainsi en a-t-il été de l'échec cuisant de Jean-Pierre Raffarin à la présidence du Sénat, désavoué par les sénateurs UMP, alors qu'il avait reçu le soutien personnel de Nicolas Sarkozy.**

## 2- Référendum, Schengen : l'enfumage à répétition

Pour seules mesures concrètes évoquées lors de sa longue interview du 21 septembre, Nicolas Sarkozy a abordé les thèmes de Schengen et du référendum, et revêtu pour l'occasion ses habits d'enfumeur, particulièrement prisés du temps de ses campagnes électorales.

Sur Schengen, il convient ainsi de rappeler que la promesse d'une révision de cet Accord néfaste pour la France avait déjà été formulée lors de la campagne de... 2007 ! Bien sûr l'ancien Président de la République n'en fit rien durant son mandat. Il réitéra ensuite la promesse en 2012, puis lors de la dernière campagne des européennes dont il avait cru pouvoir inverser le cours par une tribune sans intérêt parue dans la presse.

Sur le référendum, comme outil de pouvoir et moyen de conjurer la crise de confiance qui existe entre les citoyens et leurs dirigeants, son évocation par Nicolas Sarkozy frise l'indécence. **Il faut en effet se souvenir que Nicolas Sarkozy est avec Valéry Giscard d'Estaing le seul président de la Vème République à n'avoir organisé aucun référendum durant son mandat.** Pire, il s'est effrontément assis sur les résultats du référendum de 2005 sur la Constitution européenne, massivement rejetée par les Français, en faisant adopter le Traité de Lisbonne, copie quasi conforme du précédent texte, par l'ensemble des parlementaires UMPS réunis en Congrès à Versailles début 2008.

Sa crédibilité en la matière est donc parfaitement nulle. En l'évoquant, Nicolas Sarkozy se disqualifie tout seul.

## 3 – Rappel du bilan :

Quelques soient ses paroles venues ou à venir, il importe de garder à l'esprit la réalité de ce que fut le mandat de Nicolas Sarkozy : une sorte de prélude annonciateur au désastre de son successeur, dans la plus pure continuité UMPS.

Le bilan de Nicolas Sarkozy à la tête de l'Etat c'est :

- Une immigration massive plus forte que sous Lionel Jospin : 200 000 personnes par an en moyenne.
- Une politique de sécurité et de justice profondément laxiste : adoption de la loi Dati en 2009 instituant fin de l'emprisonnement pour les peines inférieures à deux ans de réclusion (et dont la loi Taubira n'est finalement qu'une extension) ; suppression de 12 500 postes de policiers et de gendarmes en cinq ans.
- La vassalisation diplomatique et militaire de la France à Washington : réintégration du commandement intégré de l'OTAN ; catastrophe stratégique de l'opération militaire en Libye en 2011 (s'est traduite par la prise de pouvoir des islamistes et l'instauration de la Charia).
- L'explosion de la dette et des déficits : 600 milliards d'euros de dette supplémentaire en un mandat (passée de 68 à 88% du PIB!) ; intégration de la France dans la spirale infernale du MES (Mécanisme Européen de Stabilité) et ses 70 milliards d'euros de plans de renflouement cumulés pour sauver l'euro.
- L'augmentation des taxes et impôts : plus de 40 taxes créées pendant le mandat ; un taux de prélèvements obligatoires passé de 42,5 à 45% du PIB entre 2010 et 2012 ; le gèle du barème de l'impôt sur le revenu en 2011 (poursuivi ensuite par François Hollande en 2012 et 2013).
- La fin de la souveraineté budgétaire de la France, transférée à Bruxelles après la signature du TSCG (ratifié par François Hollande)
- L'explosion du chômage : au sens du BIT, celui-ci est passé entre 2007 et 2012 de 7,5% à 10% de la population active.